

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 décembre 2023

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi
du 21 février 2003 créant
un Service des créances alimentaires
au sein du SPF Finances, en vue
d'augmenter le plafond de revenus
et le montant maximum
des avances**

Avis de la Cour des comptes

Voir:

Doc 55 **0886/ (2019/2020)**:
001: Proposition de loi de Mme Fonck.
002 et 003: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 december 2023

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet
van 21 februari 2003 tot oprichting
van een Dienst voor alimentatievorderingen
bij de FOD Financiën, teneinde
de inkomensbovengrens
en het maximumbedrag van de voorschotten
op te trekken**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **0886/ (2019/2020)**:
001: Wetsvoorstel van mevrouw Fonck.
002 en 003: Amendementen.

11007

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

Impact budgétaire des amendements 1 à 5 à la proposition de loi du 17 décembre 2019 modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances, en vue d'augmenter le plafond de revenus et le montant maximum des avances (DOC 55 886/002 et DOC 55 886/003)

Adopté en assemblée générale du 13 décembre 2023

1 Demande d'avis

Par courrier du 3 octobre 2023, la présidente de la Chambre des représentants a sollicité de la Cour des comptes, en application de l'article 79, 1^{er} alinéa du règlement de la Chambre, un avis visant à obtenir une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution de recettes qu'engendreraient les amendements numéros 1 à 5 (DOC 55 886/002 et DOC 55 886/003) à la proposition de loi du 17 décembre 2019 modifiant la loi du 21 février 2003 créant un Service des créances alimentaires (SECAL) au sein du SPF Finances, en vue d'augmenter le plafond de revenus et le montant maximum des avances (DOC 55 886/001).

2 Examen des amendements à la proposition de loi

La proposition de loi du 17 décembre 2019 a pour objet d'une part, d'augmenter le plafond de revenus pour pouvoir faire appel au SECAL, le faisant passer de 2200 euros à 2500 euros, et d'autre part, d'augmenter le montant maximum des avances en les faisant passer de 175 euros par enfant à 250 euros par enfant.

2.1 Suppression du plafond de revenus

Depuis l'introduction de cette proposition de loi, la loi du 9 juillet 2020 qui modifie la loi du 21 février 2003 a supprimé le plafond de revenus permettant de faire appel au SECAL avec effet au 1^{er} juin 2020.

Les amendements 1, 2, 3 visent la prise en compte de la suppression du plafond de revenus permettant de faire appel au SECAL prévue par la loi du 9 juillet 2020. Ils actent une situation existante et n'entraînent donc pas de dépenses ou de recettes nouvelles.

2.2 Augmentation du montant maximum des avances mensuelles par enfant

Lorsque le SECAL intervient pour le recouvrement d'une pension alimentaire impayée, il peut, sur demande du créancier d'aliments, payer des avances sur la pension alimentaire due aux enfants et fixée dans un titre exécutoire. Actuellement, le montant de cette avance est égal au montant de la pension alimentaire avec un maximum de 175 euros par mois et par enfant. L'amendement 5 prévoit de porter le montant maximum des avances mensuelles à 350 euros par enfant. L'amendement 4 prévoit l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2024¹.

2.2.1 Évaluation du montant supplémentaires d'avances

Le SPF Finances a calculé le montant supplémentaire qui devrait être payé si le plafond s'élevait à 350 euros par enfant sur base des données disponibles pour le mois d'octobre 2023, à savoir :

- les enfants créanciers d'aliments remplissant les conditions légales pour avoir droit à une avance sur pension alimentaire,
- le montant total des pensions alimentaires dues pour ces enfants pour le mois d'octobre 2023,
- les avances déjà versées actuellement à concurrence de 175 euros par enfant.

Pour le mois d'octobre 2023, le montant supplémentaire des avances aurait été de 419.718 euros.

¹ Au lieu du 1^{er} janvier 2020 prévu initialement pour l'augmentation de 175 euros à 250 euros du montant d'avance par enfant.



Cour des comptes

/3

Si on estime le montant d'avance supplémentaire qui devrait être payé la première année en arrondissant ce montant mensuel à 420 000 euros par mois et en le multipliant par 12, on obtient un supplément de 5,04 millions d'euros.

2.2.2 Prise en compte du taux de progression annuel moyen des avances

Le taux de progression annuel moyen du montant nécessaire pour payer les avances s'est élevé, au cours des cinq dernières années, à 3,88 %. En prenant l'hypothèse que cette tendance se poursuit, les montants annuels d'avances supplémentaires nécessaires pour payer les avances avec un plafond porté à 350 euros par enfant pour les années 2024 à 2028 seraient :

Tableau 1 – Montant annuel d'avances supplémentaire (euros) compte tenu du taux de progression annuel moyen des avances (montants arrondis au millier d'euros)

2024	2025	2026	2027	2028
5 040 000	5 236 000	5 439 000	5 650 000	5 869 000

Source : Cour des comptes sur base des données communiquées par le SPF Finances

L'augmentation du plafond ne modifie pas la population des personnes susceptibles de demander l'intervention du SECAL et ne devrait donc pas, selon le SPF Finances, être un facteur supplémentaire faisant varier le nombre de demandes d'interventions.

2.2.3 Impact sur le recouvrement des avances

Enfin, il y a lieu de tenir compte de la partie du supplément d'avances qui sera recouvrée. Pour l'année 2022, avec des avances de maximum 175 euros par enfant, le ratio entre les avances payées et les avances recouvrées était de 57,7 %. Ce ratio ne constitue néanmoins pas un taux de recouvrement. En effet, les données du SPF Finances ne reprennent que le montant payé par le SECAL et le montant récupéré au cours d'une année donnée, sans distinguer l'année durant laquelle les avances ont été octroyées.

Les données disponibles ne permettent pas d'évaluer le taux de recouvrement spécifique du supplément d'avance résultant du relèvement à 350 euros du plafond. En outre, le SPF Finances ne dispose pas de données suffisantes pour calculer un délai moyen de récupération des avances, alors que ce délai importe la première année pour estimer la part du taux de recouvrement qui devrait être prise en compte.

3 Conclusion

Compte tenu des développements qui précèdent, la Cour des comptes considère que les amendements 1 à 5 à la proposition de loi du 17 décembre 2019 modifiant la loi du 21 février 2003 entraîneraient un montant supplémentaire d'avances de 5 millions d'euros la première année. La Cour n'est pas en mesure d'estimer de manière précise le montant des sommes qui pourront être recouvrées.

ADVIES VAN HET REKENHOF

Budgettaire weerslag van de amendementen 1 tot 5 op het wetsvoorstel van 17 december 2019 tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor Alimentatievorderingen bij de FOD Financiën, om het bedrag dat dient als inkomensbovengrens en het maximumbedrag van de voorschotten op te trekken (DOC 55 886/002 en DOC 55 886/003).

Goedgekeurd in algemene vergadering van 13 december 2023



1 Vraag om advies

In een brief van 3 oktober 2023 heeft de Kamervoorzitster op grond van artikel 79, 1^e lid, van het reglement van de Kamer van Volksvertegenwoordigers aan het Rekenhof gevraagd een advies te formuleren met daarin een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten die zouden voortvloeien uit de amendementen nummers 1 tot 5 (DOC 55 886/002 en DOC 55 886/003) bij het wetsvoorstel van 17 december 2019 tot wijziging van de wet van 21 februari 2003 tot oprichting van een Dienst voor Alimentatievorderingen (DAVO) bij de FOD Financiën, om het bedrag dat dient als inkomensbovengrens en het maximumbedrag van de voorschotten op te trekken (DOC 55 886/001).

2 Onderzoek van de amendementen op het wetsvoorstel

Het doel van het wetsvoorstel van 17 december 2019 is enerzijds om de inkomensbovengrens om op de DAVO een beroep te kunnen doen, te verhogen van 2.200 euro naar 2.500 euro en anderzijds om het maximumbedrag van de voorschotten op te trekken van 175 euro per kind naar 250 euro per kind.

2.1 Schrapping van de inkomensbovengrens

Sinds de indiening van dit wetsvoorstel heeft de wet van 9 juli 2020, die de wet van 21 februari 2003 wijzigt, de inkomensbovengrens om in aanmerking te komen voor de DAVO geschrapt, met inwerkingtreding op 1 juni 2020.

De amendementen 1, 2 en 3 hebben tot doel rekening te houden met de door de wet van 9 juli 2020 bepaalde schrapping van de inkomensbovengrens om een beroep te kunnen doen op de DAVO. Ze nemen akte van een bestaande situatie en ze leiden dus niet tot nieuwe uitgaven of ontvangsten.

2.2 Verhoging van het maximum van de maandelijkse voorschotten per kind

Wanneer de DAVO tussenkomt om onbetaald onderhoudsgeld terug te vorderen, kan de dienst op verzoek van de onderhoudsgerechtigden, voorschotten betalen op onderhoudsgeld dat aan de kinderen verschuldigd is en in een uitvoerbare titel is vastgesteld. Momenteel is het bedrag van dit voorschot gelijk aan het bedrag van het onderhoudsgeld, met een maximum van 175 euro per maand per kind. Amendement 5 verhoogt het maximumbedrag van de maandelijkse voorschotten tot 350 euro per kind. Amendement 4 bepaalt dat de wet op 1 januari 2024 in werking treedt¹.

2.2.1 Evaluatie van het bijkomende voorschotbedrag

De FOD Financiën heeft het bijkomende bedrag dat zou moeten worden betaald als het maximumbedrag 350 euro per kind zou bedragen, berekend op basis van volgende beschikbare gegevens voor oktober 2023:

- de onderhoudsgerechtigde kinderen die de wettelijke voorwaarden vervullen om recht te hebben op een voorschot op het onderhoudsgeld,
- het totale bedrag van het verschuldigde onderhoudsgeld voor die kinderen voor de maand oktober 2023,
- de momenteel reeds betaalde voorschotten van 175 euro per kind.

Voor de maand oktober 2023 zou het bijkomende bedrag van de voorschotten 419.718 euro zijn geweest.

¹ In plaats van 1 januari 2020, datum die aanvankelijk was voorzien voor een verhoging van het voorschotbedrag per kind van 175 euro naar 250 euro.

Als we een schatting maken van het bijkomende voorschotbedrag dat in het eerste jaar zou moeten worden betaald door dit maandelijks bedrag af te ronden op 420.000 euro per maand en te vermenigvuldigen met 12, komen we uit op 5,04 miljoen euro extra.

2.2.2 In aanmerking nemen van het gemiddelde jaarlijkse stijgingspercentage van de voorschotten

Het gemiddelde jaarlijkse stijgingspercentage van het bedrag dat nodig is om de voorschotten te betalen, bedroeg de afgelopen vijf jaar 3,88%. Ervan uitgaande dat die trend zich voortzet, zouden de bijkomende jaarlijkse bedragen die nodig zijn om de voorschotten te betalen met een maximumbedrag dat wordt opgetrokken naar 350 euro per kind voor de jaren 2024 tot en met 2028 de volgende zijn:

Tabel 1 – Bijkomend jaarlijks voorschotbedrag (euro) rekening houdend met het gemiddelde jaarlijkse stijgingspercentage van de voorschotten (afgeronde bedragen op duizenden euro)

2024	2025	2026	2027	2028
5.040.000	5.236.000	5.439.000	5.650.000	5.869.000

Bron: Rekenhof op basis van de door de FOD Financiën verstrekte gegevens

Het optrekken van het maximumbedrag verandert niets aan de populatie van personen die mogelijk een beroep doen op tussenkomst van de DAVO en zou volgens de FOD Financiën dus geen bijkomende factor mogen zijn die het aantal aanvragen om tussenkomst beïnvloedt.

2.2.3 Impact op de invordering van de voorschotten

Tot slot moet rekening worden gehouden met het deel van de bijkomende voorschotten dat zal worden teruggevorderd. Voor 2022 - met voorschotten tot 175 euro per kind - bedroeg de verhouding tussen de betaalde voorschotten en de teruggevorderde voorschotten 57,7%. Die verhouding is echter geen invorderingspercentage. De gegevens van de FOD Financiën omvatten immers enkel het door de DAVO betaalde bedrag en het bedrag dat in een bepaald jaar werd teruggevorderd, zonder onderscheid te maken tussen het jaar waarin de voorschotten werden toegekend.

Op basis van de beschikbare gegevens is een beoordeling van het specifieke invorderingspercentage van het bijkomende voorschotbedrag dat voortvloeit uit het optrekken van het maximumbedrag tot 350 euro niet mogelijk. Bovendien beschikt de FOD Financiën niet over voldoende gegevens om een gemiddelde terugvorderingsperiode van de voorschotten te berekenen, terwijl die periode in het eerste jaar belangrijk is om het deel van het invorderingspercentage in te schatten waar rekening mee zou moeten worden gehouden.

3 Conclusie

Gelet op de voorgaande uiteenzettingen is het Rekenhof van oordeel dat de amendementen 1 tot 5 op het wetsvoorstel van 17 december 2019, tot wijziging van de wet van 21 februari 2003, het eerste jaar tot een bijkomend voorschotbedrag van 5 miljoen euro zouden leiden. De kosten voor de schatkist zouden later echter lager moeten uitvallen, aangezien een deel van dit bedrag zal worden teruggevorderd. Het Rekenhof is niet in staat om het bedrag dat kan worden teruggevorderd nauwkeurig te ramen.